

Une France attractive au cœur d'une Europe ambitieuse

 Juin 2026

01

Choose France,
embrace Europe



L'Union européenne: un accès direct au premier marché unique mondial

Une zone de libre-échange entre les États membres

2^e

**puissance économique mondiale
avec 18 % du PIB mondial
généré en 2024**

États-Unis : 26 %

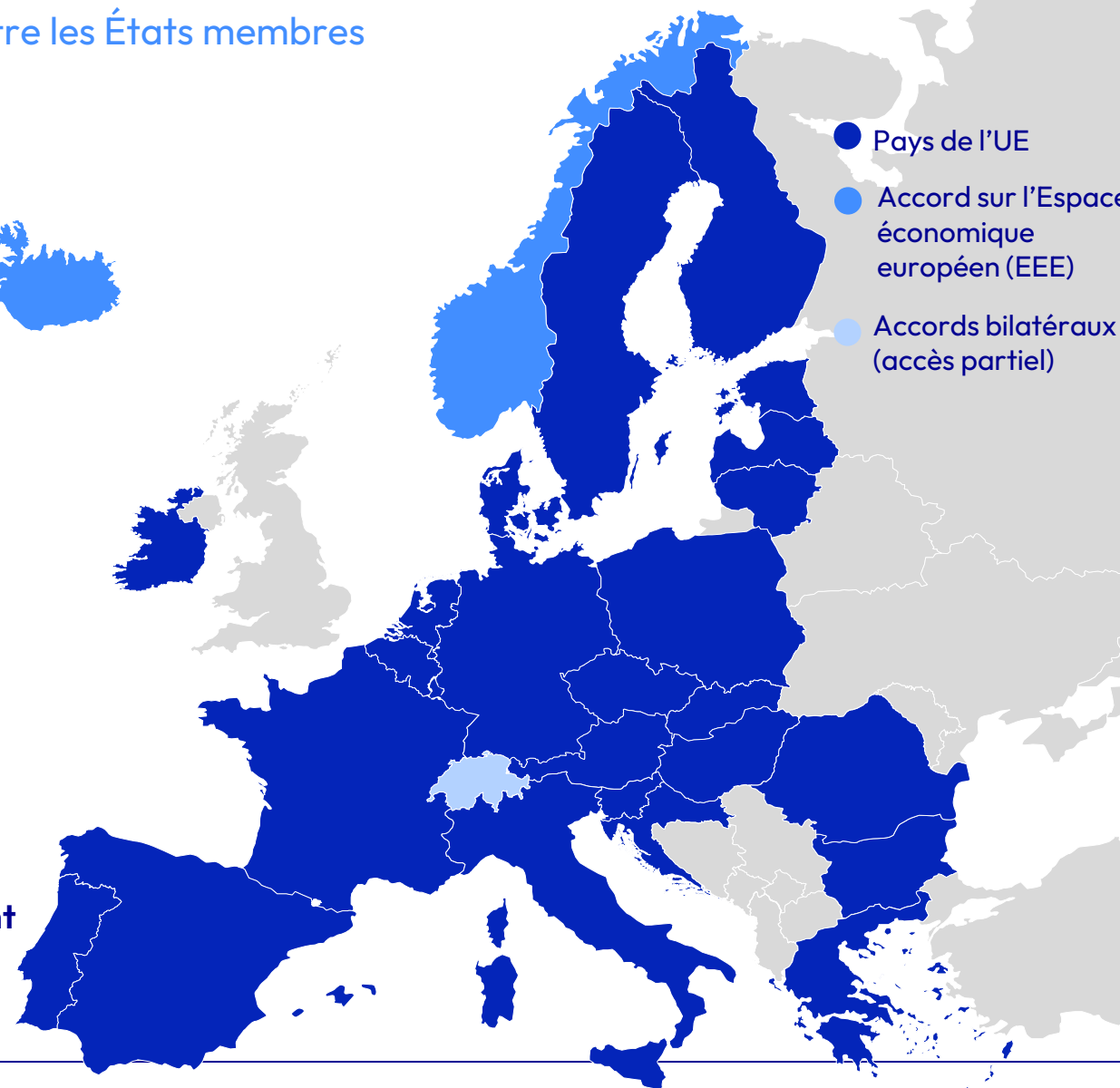
Chine : 17 %
(FMI, 2024)

450 millions

de consommateurs
(Eurostat, 2026)

10 000 Mds€

**d'épargne totale détenue
par les ménages européens en tant
que dépôts bancaires**
(Commission européenne, 2025)



Le marché français

2^e

**en Europe
avec plus de 68 millions
de consommateurs**
(Eurostat, 2026)

54 %

**des exportations françaises
en 2025 destinées à des pays
de l'UE, en circulation libre
de tout droit de douane**
(Douanes, 2026)

Le marché unique européen: une base économique stable et solide pour la croissance



Part de l'euro dans les réserves de change dans le monde en 2024

20 %
2^e monnaie au niveau mondial
(BCE, 2025)

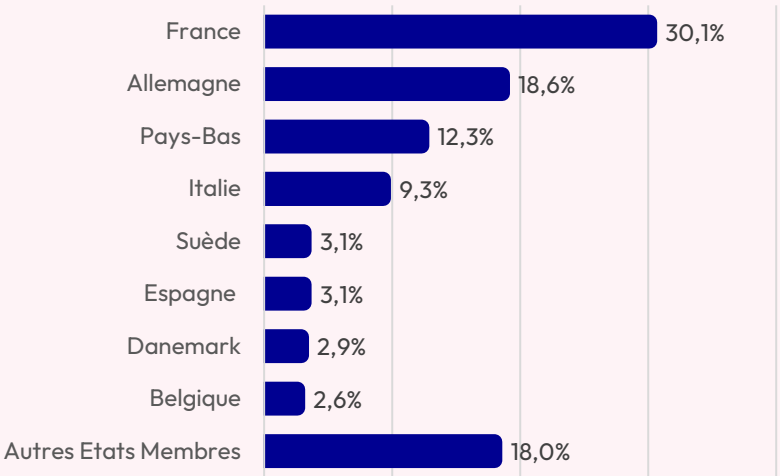
Projection de croissance en 2026

Zone euro	États-Unis
+1,1 %	+2,3 %

(FMI, avril 2026)



Parts de marché de la gestion d'actifs par pays de l'UE
(en %, données à fin 2023)



30 % de part de marché européen détenue par la France. Les trois quarts de ces investissements sont dirigés vers l'UE.

(AFG, 2025)

Taux d'inflation maîtrisé

+0,9 %
en France, moyenne en 2025,
+2,7 % aux Etats-Unis
(FMI, 2025)

Paris, première place financière d'Europe continentale



**place boursière de l'UE
et 4^e au niveau mondial**
(Classement OFEX, 2025)



**des 106 entreprises européennes
du classement Fortune Global 500**
(y compris le Royaume-Uni), actives dans
les secteurs du luxe, de l'aéronautique, de
l'automobile, de l'agroalimentaire, de
l'énergie, des télécommunications, de la
défense, de l'immobilier et de la pharmacie
(Fortune 500, 2025)

**2 autorités européennes de supervision financière
ont choisi d'implanter leur siège à Paris**



Une forte attractivité renforcée par l'implantation de fonds d'investissement internationaux en France

2020	Atomico (Royaume-Uni)
2021	Citadel (États-Unis)
2022	Temasek (Singapour)
2023	Forepont (États-Unis)
2024	Brookfield (Canada)
2025	Public Investment Fund (Arabie Saoudite)

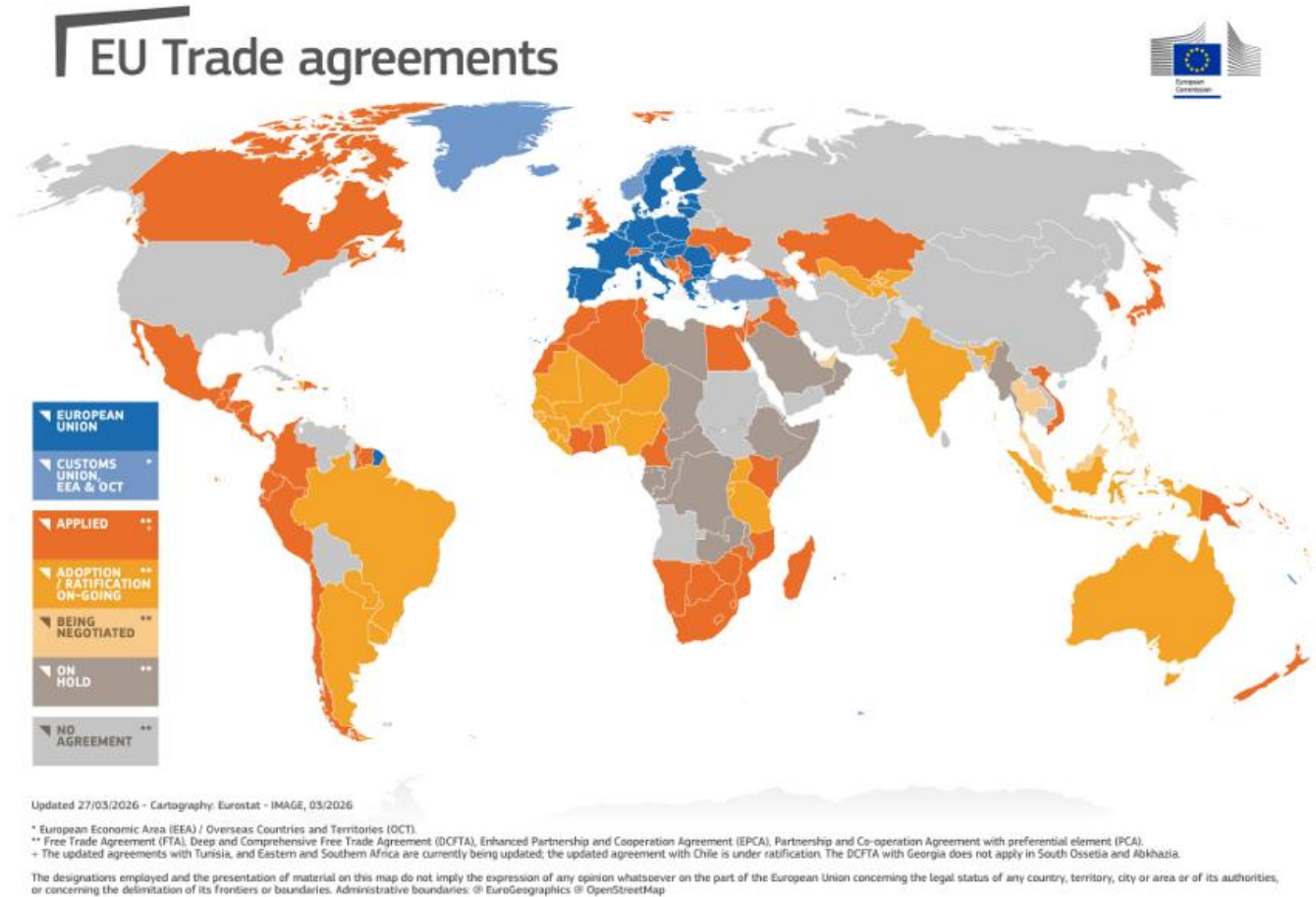
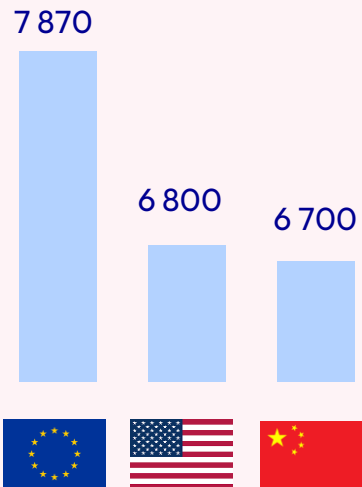


Une politique commerciale européenne ambitieuse

Des accords commerciaux avec 76 pays pour lever les barrières tarifaires et ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises européennes

L'UE, leader mondial du commerce de biens et de services

Valeur en Mds€
(données 2024)



5^e

exportateur mondial
de biens et de services
en 2025

(DG Trésor)

154 300

entreprises françaises
exportatrices en 2025
(+3 400 sur un an)

(Douanes françaises)

Renforcement de l'union
douanière :

création d'une autorité
douanière européenne à
Lille, en France

(Commission européenne, 2026)

L'UE à l'avant-garde de l'action climatique : le choix de la décarbonation comme perspective de croissance économique durable

Un objectif intermédiaire de baisse des émissions de gaz à effet de serre de -55% d'ici 2030



-260 Mds€ de coûts énergétiques/an d'ici 2040

- › Contrats de long terme
- › Accélération des procédures ENR



+100 Mds€ de financements

à travers la création de la Banque européenne de la décarbonation



Plan d'action européen pour l'électrification

- › Substituer les énergies fossiles dans les transports, l'industrie, et le bâtiment
- › Lever les freins à l'électrification



Un marché européen qui favorise le bas carbone

- › MACF opérationnel en 2026 (acier, ciment, aluminium, engrais azotés, H2, et importations d'électricité)
- › Stratégie européenne pour les technologies net zero (NZIA)



La France est 5^e du Sustainable Development Report qui mesure les progrès globaux accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable établis par l'ONU

(Sustainable Development Report , 2025)

Des objectifs ambitieux dans la Loi Industrie Verte (2023)

-41 MT

d'équivalent CO₂ d'ici 2030

(empreinte carbone France = 644 Mt CO₂ (Insee))

+ 23 Mds€

d'investissements

+40 000

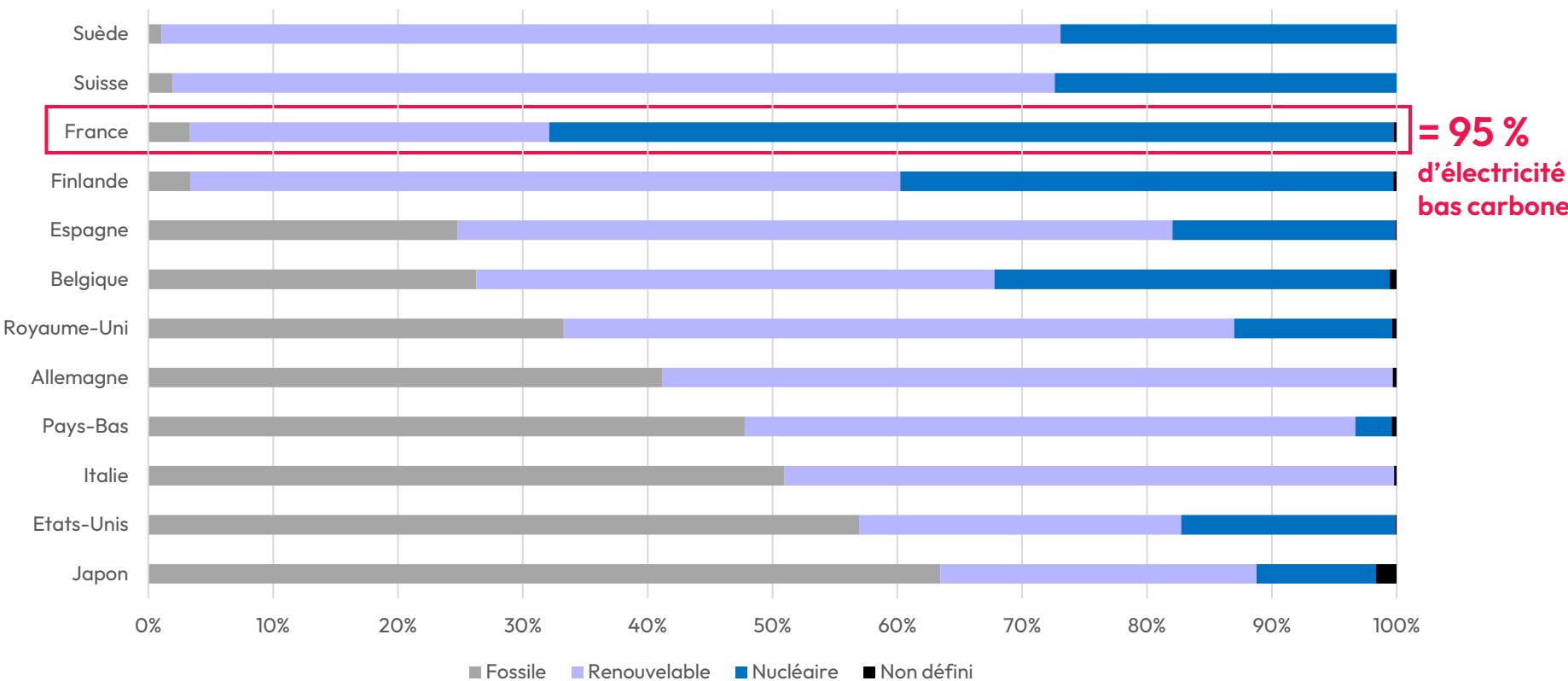
emplois directs

L'Europe engagée dans la transition vers une électricité décarbonée

Le mix énergétique européen, un levier différenciant de compétitivité



Production nette d'électricité par source en 2025



(Agence Internationale de l'Énergie ; calculs Business France)

1^{er}

réseau européen de transport d'électricité à haute et très haute tension

2^e

parc nucléaire au monde

6

réacteurs nouvelle génération (programme EPR2)

21 gCO₂eq/kWh

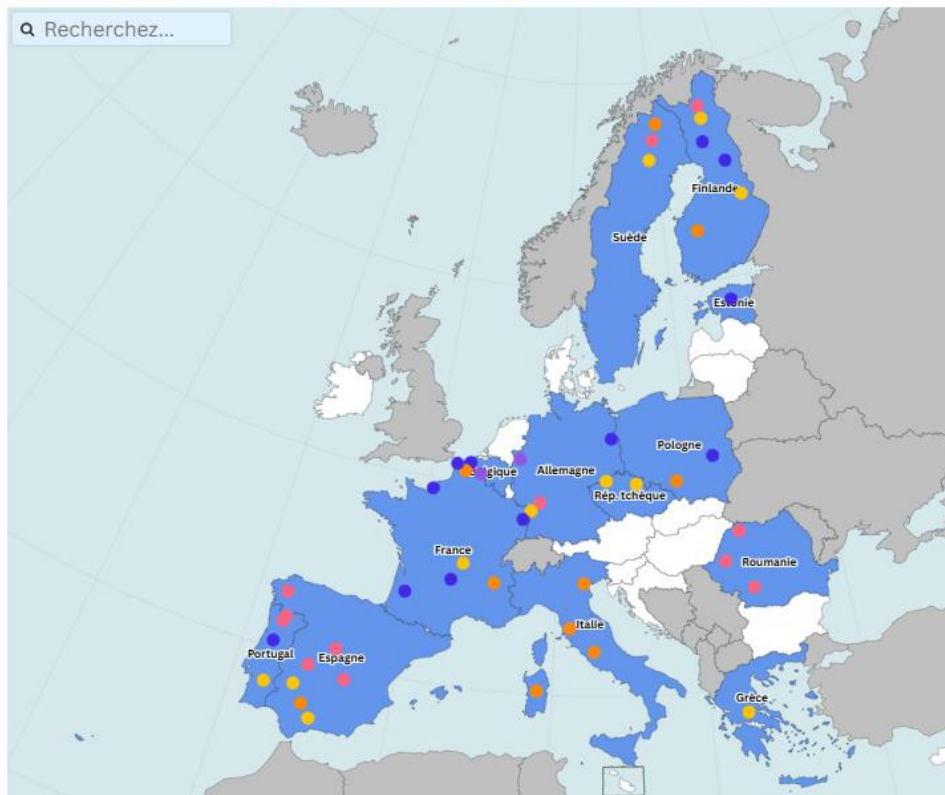
d'intensité carbone pour la production d'électricité française en 2024, contre une moyenne de 292 g dans l'UE (2023) (RTE, 2025)

Les orientations stratégiques européennes

Réduire les dépendances excessives, maintenir et développer les capacités industrielles

Terres rares et matériaux critiques : les 47 projets stratégiques dans l'UE

■ Traitement ■ Substitution ■ Extraction ■ Recyclage ■ Extraction et Traitement



(Il s'agit d'emplacements d'ordre régional mais pas d'emplacements exacts)
(Commission européenne, Toute l'Europe)

Plateforme d'achats communs de

matières premières critiques

Plans d'action sectoriels de la Commission européenne
pour renforcer la compétitivité et accélérer la décarbonation

acier et métaux – automobile –
chimie – économie circulaire

Renforcer la coopération paneuropéenne et les

capacités industrielles de défense
8Mds€ d'investissement dans la R&D liée à la défense (2021-2027)

Structuration d'un écosystème de données ouvert et compétitif

Numérique responsable
+1Md€/an pour la recherche en IA

Un soutien renforcé aux entreprises qui produisent et innovent en Europe

Un marché européen plus intégré, levier de compétitivité pour les acteurs présents



Favoriser le Made in Europe

Soutenir les entreprises qui produisent et innovent en Europe :

- Préférence européenne dans des marchés pilotes (technologies zéro émission nette, ciment pour la construction, aluminium)
- Réciprocité dans l'accès aux marchés publics
- Garanties pour l'allocation de financements en UE



Simplifier la création d'entreprises au sein de l'UE

Une nouvelle forme de société « Eu Inc », commune aux 27 États membres de l'UE (28^e régime) :

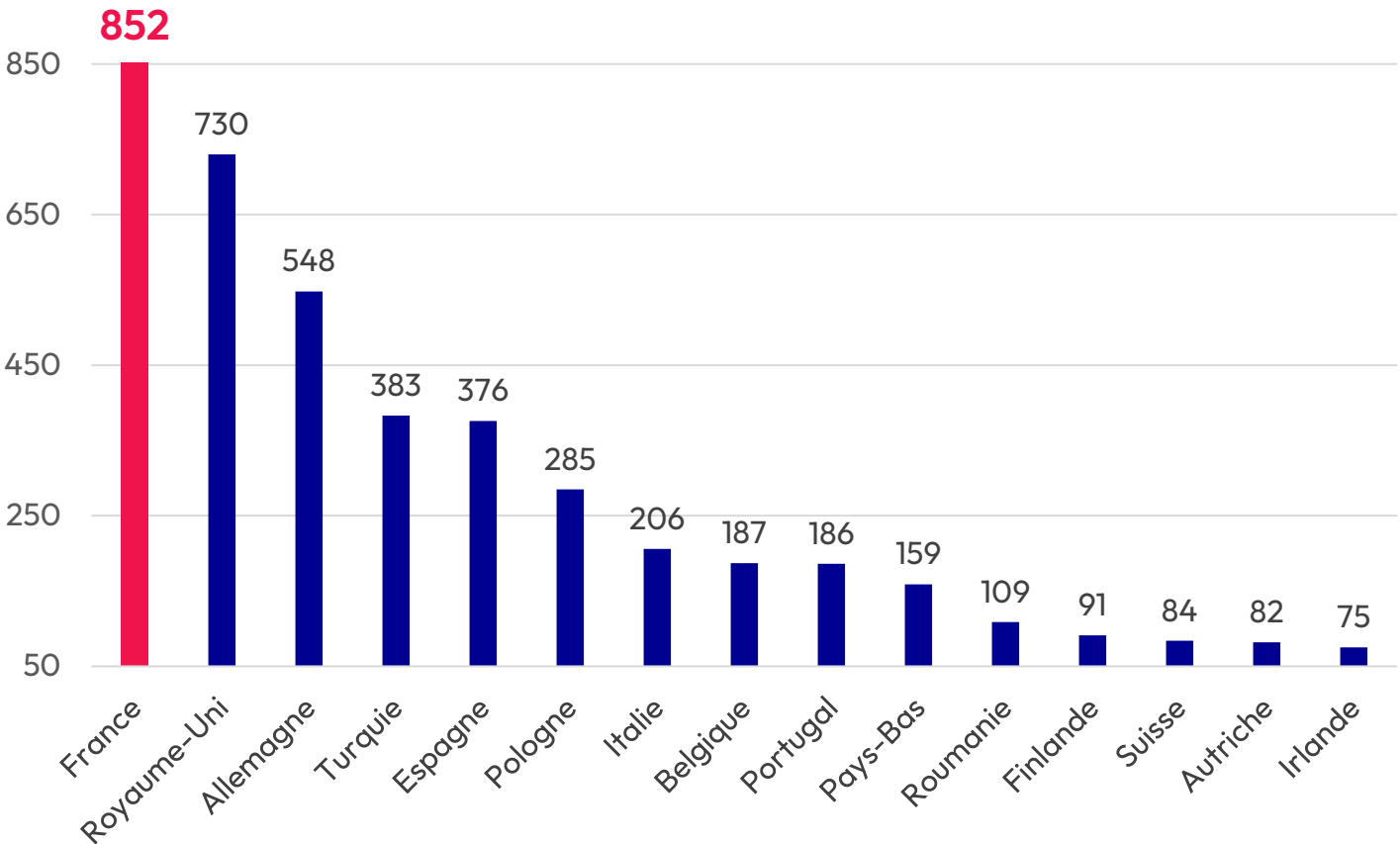
- Enregistrer une société en 48h
- Pour moins de 100€
- Sans exigence minimale de capital social

02

Les entreprises
confirment leur choix:
la France est attractive

La France 1^{re} destination pour les projets d'investissements étrangers en Europe depuis 2019

Nombre de projets d'IDE en 2025



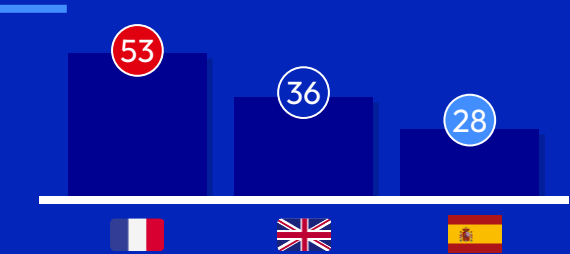
(Baromètre EY, 2026)



destination européenne pour les projets d'investissements industriels depuis 2017



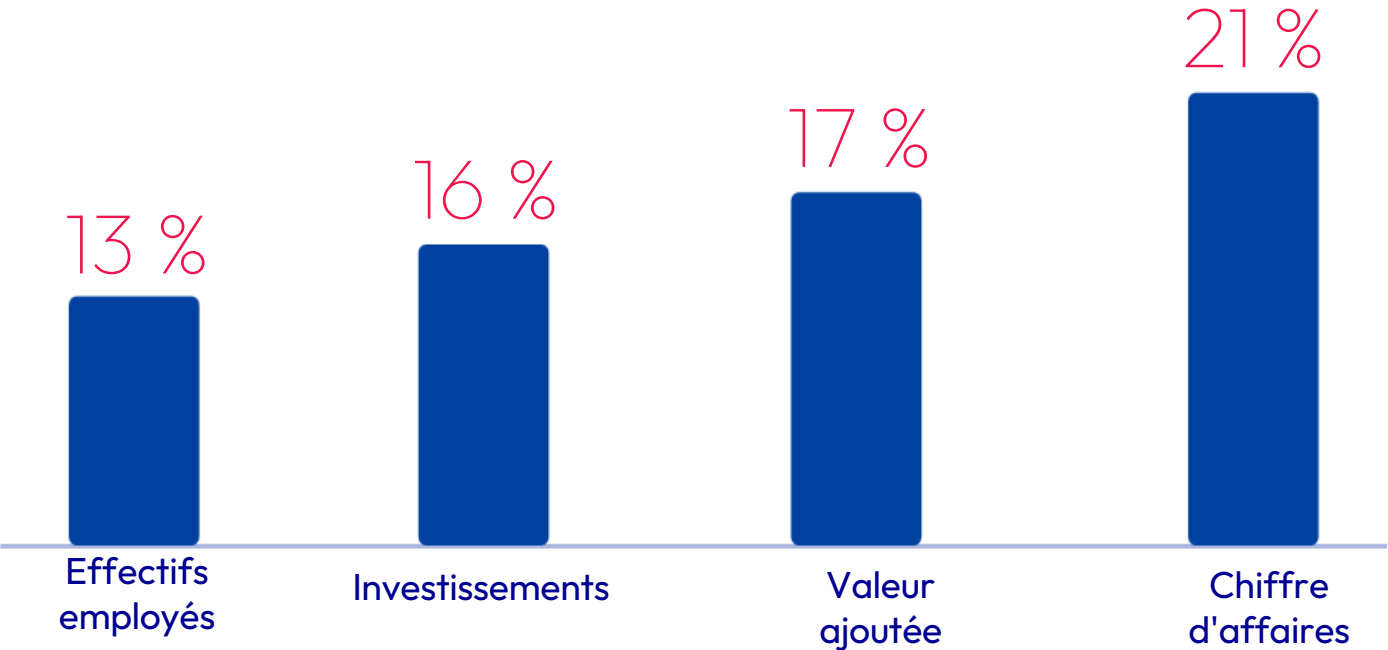
destination européenne pour les investissements étrangers dans l'IA en 2025



L'ouverture de la France aux investissements étrangers : un levier économique puissant

Contribution des entreprises sous contrôle étranger à l'économie française

(Insee Focus n°368, novembre 2025)



50 %

du capital des entreprises françaises du CAC40 détenu par des investisseurs étrangers en 2024

(Banque de France, décembre 2025)

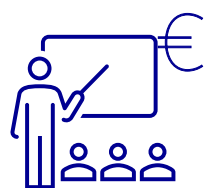
41 %

Contribution des entreprises sous contrôle étranger aux exportations de biens de la France

(Douanes françaises, avril 2025)

Une main-d'œuvre disponible, qualifiée, et préparée aux métiers d'avenir

1^{er} 
pays de l'UE au classement de
Shanghai avec 4 universités
dans le top 100
(Shanghai Ranking, 2025)

5,3 % 
du PIB national investi
dans l'éducation en 2022
(Eurostat, 2025)

+ 23% 
d'ingénieurs diplômés en France
en cinq ans
(Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement
supérieur et de la recherche, 2024)

58 % 
de la population active est diplômée
de l'enseignement supérieur ou sur un
poste hautement qualifié
(Eurostat, 2025)

Compétences et Métiers d'Avenir

- Une ambition inédite pour former 400 000 personnes/an aux compétences de demain dans le cadre de France 2030
- Secteurs : numérique, décarbonation, biomédicaments, véhicules électriques, nucléaire, hydrogène ...
- 2,5 Mds€ de budget

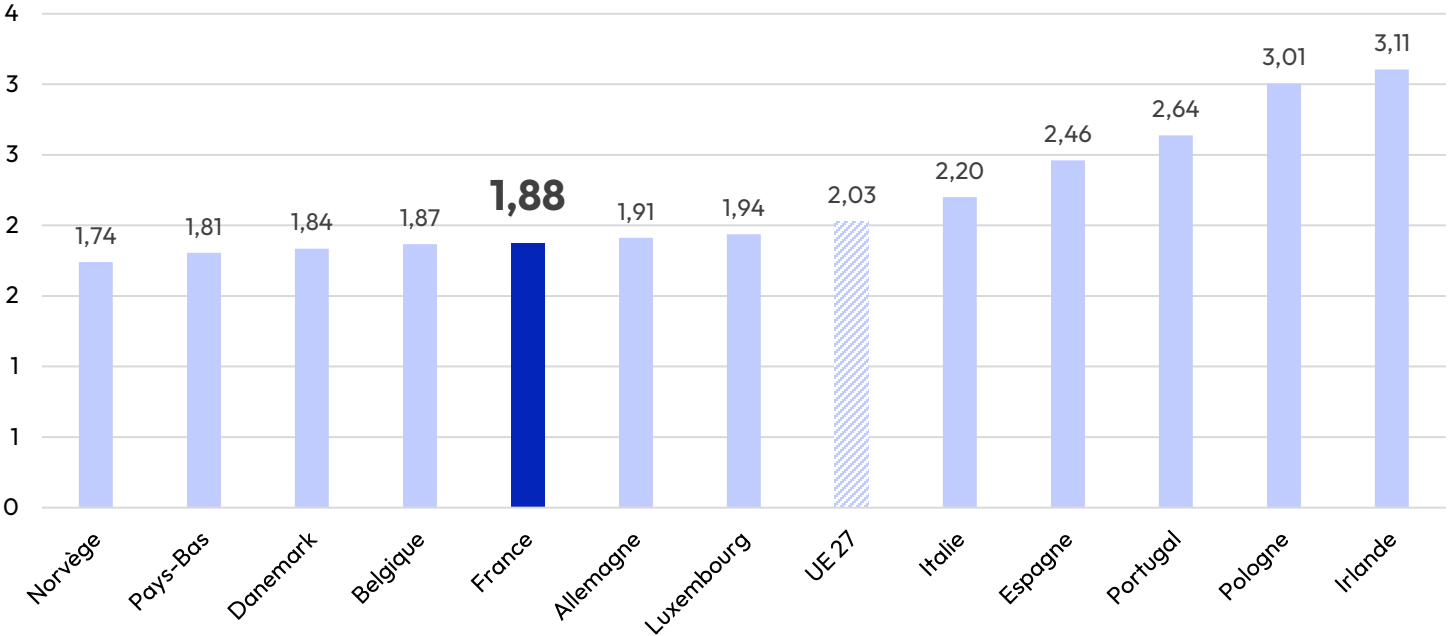
78 écoles de production

Pour former aux métiers d'avenir



Un coût du travail parmi les plus compétitifs d'Europe grâce à une forte productivité

Coût unitaire du travail
(année 2024, calculs Business France)



- La France présente l'un des ratio coût/productivité les plus compétitifs parmi les grandes économies d'Europe occidentale
- Produire en France coûte **7,4 % moins cher** que la moyenne européenne, pour une productivité 21 % supérieure à la moyenne UE

Coût unitaire du travail

1,88

7,4 % sous la moyenne UE 27
(2,03)

Productivité horaire

82 USD

21 % au-dessus de la moyenne
UE (68 USD)
(OCDE, 2026)

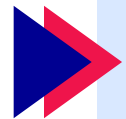
Coût de la main d'œuvre

43,7 EUR/h

Inférieur à la Belgique ou encore
à la Scandinavie
(Eurostat, 2026)

Un cadre privilégié pour attirer en France les compétences internationales

Favoriser la mobilité des équipes, recruter des talents clés à l'international : des atouts pour les entreprises



Une mobilité facilitée

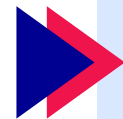
Visa Talents

Jusqu'à 4 ans renouvelable

Autorise le conjoint à travailler

French Tech Visa

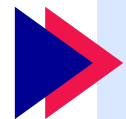
Procédures dédiées pour la Tech



Une fiscalité personnelle attractive

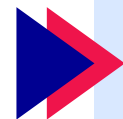
Régime fiscal sur mesure pour les nouveaux arrivants (durée maximale de 8 ans)

126 conventions fiscales bilatérales pour éviter la double imposition



Une sécurité sociale de qualité

74 pays (dont les 27 de l'UE) reliés à la France par des accords internationaux de sécurité sociale



Un enseignement international en plein essor

Plus de 550 programmes internationaux
18 langues enseignées

Des infrastructures de premier ordre reconnues pour leur excellence



gestionnaire de réseau de transport d'électricité en Europe

(taille et densité du réseau, volume d'investissement, qualité de l'alimentation électrique)



2^e



pays européen en kilomètres de lignes ferroviaires à grande vitesse

(SNCF, 2023)



1^{er}

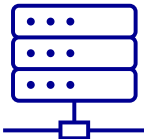


pays européen sur la vitesse moyenne d'internet et 2^e mondial derrière l'Islande

(IMD, 2024)



322



data centers sont en fonction en France en 2024, 3^e pays européen et 5^e mondial

(France datacenter/EY, 2024)



3^e



réseau autoroutier d'Europe avec 11 751 km d'autoroutes et 9 473 km de routes nationales

(Chiffres clés des transports, 2024)



5^e



pays européen en volume de transport maritime de marchandises

(Eurostat, 2025)



Un environnement des affaires réformé pour favoriser la croissance des entreprises

Une décennie de modernisation, flexibilisation, simplification, soutien à l'innovation

► **Baisse de l'impôt sur les sociétés**
de 33% à 25% depuis 2022, dans la moyenne européenne

► **France 2030:** un plan inédit de soutien à l'innovation de 54 Mds€
Pour développer la **compétitivité industrielle** et les **technologies d'avenir** sur tout le cycle de vie de l'innovation

► **Loi sur l'attractivité financière de 2024** visant à faciliter le financement des entreprises et à renforcer l'attractivité financière de la France :
- **Simplification des introductions en bourse (IPO)**
- **Plafonnement des indemnités de départ des traders**

► **Loi de finances pour 2026**
Pérennisation:
- du crédit d'impôt recherche (CIR)
- du crédit d'impôt en faveur de l'industrie verte (C3IV)

► **Loi de simplification de la vie économique**
- Facilitation de l'implantation des centres de données
- Simplification de l'accès à la commande publique
- Allègement des formalités d'information des salariés en cas de cession d'entreprise

2017

2026

► **Délai de contestation du licenciement**
limité à 1 an

► **-10 Mds€ /an d'impôts de production** depuis 2021

► **Plafonnement des indemnités de licenciement abusif**

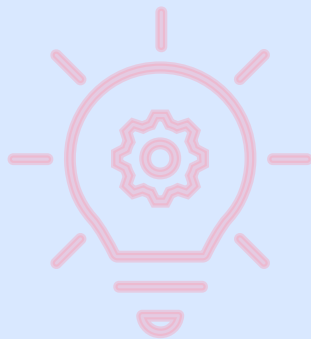
► **Loi Industrie Verte**
Délai réel d'obtention d'une autorisation environnementale pour un site industriel divisé par 2
Objectif: 9 mois

► **Déduction forfaitaire des cotisations patronales sur les heures supplémentaires étendue à toutes les entreprises depuis janvier 2026**

Des dispositifs phares pour encourager l'innovation et financer la transition écologique

Crédit d'impôt recherche (CIR)

Une déduction fiscale de
30 % des dépenses
de recherche
inférieures ou égales à 100 M€
Et de 5 % au-delà



Crédit d'Impôt Investissements Industrie Verte (**C3IV**)

Le financement de la production de technologies clés

Éolien / Panneaux solaires /
Batteries / Pompes à chaleur

Taux compris entre 15 et 40 % des investissements éligibles
Maximum 200 M€/projet (France métropolitaine)

Dispositif ouvert jusqu'au 31/12/2028



France 2030 : un plan inédit de soutien à l'innovation de 54 Mds€

Pour développer la compétitivité industrielle et les technologies d'avenir sur tout le cycle de vie de l'innovation

8 727

projets soutenus

6 400

dépôts de brevets
envisagés



168 000

créations d'emplois
envisagées à l'issue des
projets

22 MtCO₂

économisées par an grâce
aux projets engagés

+400 000

personnes déjà formées
aux métiers d'avenir
Objectif: 1 million d'ici 2030

Un plan déjà bien engagé
pour soutenir des projets concrets



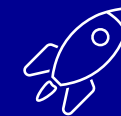
800 000 véhicules électriques et
hybrides produits en France par an
Objectif : 2 millions en 2030



3,4 Mds€ de France 2030 investis
dans des projets d'intelligence
artificielle



47 biomédicaments produits
en France



4 projets de micro-lanceurs

(Secrétariat général pour l'Investissement, Décembre 2025)

Des solutions pour implanter rapidement une nouvelle usine en France

Le label «Sites clés en main »

Disponibilité à court terme des sites labellisés

Principaux critères :

- Titre de propriété conforme
- Certificat d'urbanisme délivré
- Étude faune-flore en cours de validité
- État des lieux des enjeux archéologiques réalisé

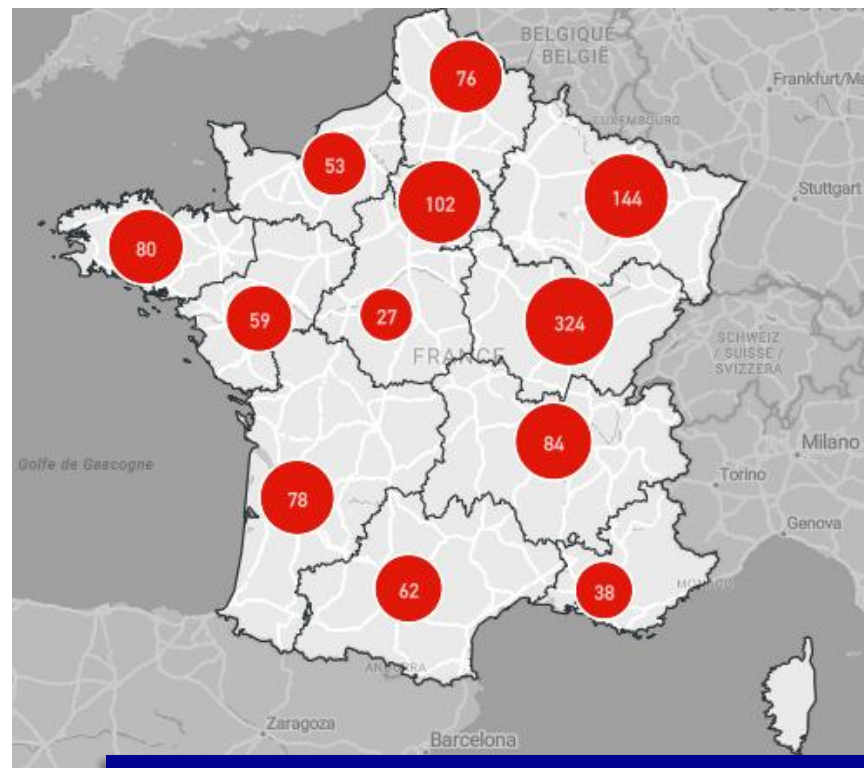
63 sites pour accueillir les projets de data centers notamment dédiés à l'IA

Friches industrielles : un vivier important de foncier en réserve

- Entre 90 000 et 150 000 hectares
- [Cartofriches](#) : l'inventaire national des friches

Cartographies interactives de données

- [Data Emploi](#): vivier de compétences
- [Observatoire du déploiement de la 5G](#)



France Foncier + : le portail national de recherche de terrain ou de foncier économique disponible pour s'implanter

Business France au service de l'internationalisation de l'économie française



INVEST

4 010

entreprises rencontrées
lors d'entretiens d'affaires
approfondis par les équipes
Business France en 2025

1 878

projets étrangers
annoncés en 2025 (59%
accompagnés par nos
équipes)

47 734

emplois projetés

EXPORT

11 120

PME et ETI accompagnées
sur les marchés étrangers
en 2025

+2,55 Mds€

de CA additionnel générés par les
entreprises que nous avons
accompagnées

25 386

emplois créés ou envisagés
grâce au CA additionnel

V.I.E

11 458

V.I.E en poste dans 121 pays
en 2025

96 %

des entreprises recommandent
le dispositif V.I.E

+ 120 000

contrats V.I.E signés
depuis la création du dispositif

- › **Soutenir**, dans la durée, le développement international des entreprises françaises et implantées en France, notamment les ETI et PME de croissance.
- › **Promouvoir** les secteurs d'excellence française et les filières d'avenir, au service de la compétitivité et de l'innovation.
- › **Accompagner** l'internationalisation des entreprises françaises et de la jeunesse en développant le Volontariat International en Entreprise (V.I.E).
- › **Prospecter et attirer** en France des investissements étrangers créateurs de valeur et d'emplois, accueillir et accompagner les talents internationaux.
- › **Valoriser** l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires.

Réalisé en partenariat avec :



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale
du Trésor



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale de la mondialisation

Direction de la diplomatie économique

